

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 09/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2023

Contexte et constats

Publié sur 

INDUSTEEL FRANCE

USINE DE CHATEAUNEUF
BP 368
42800 Châteauneuf

Références : UID4243-EAR-23-275_RAP
Code AIOT : 0006103381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2023 dans l'établissement INDUSTRIEL FRANCE implanté USINE DE CHATEAUNEUF 118 rue des Etaings 42800 Châteauneuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle inopiné suite à la publication de l'arrêté préfectoral du 04/08/2023 n° DT-23-0615 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département de la Loire et le classement du secteur "RM2 - Gier" en "Alerte" (cf. article 1er), considérant les différents critères définis dans l'arrêté préfectoral du 18/04/2023 n° DT-23-0301.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INDUSTRIEL FRANCE
- USINE DE CHATEAUNEUF 118 rue des Etaings 42800 Châteauneuf
- Code AIOT : 0006103381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Châteauneuf existe depuis le XIX^{ème} siècle ; il est spécialisé dans la production d'aciers spéciaux tôles lourdes et hyper-lourdes, essentiellement pour les secteurs du pétrole, du gaz, de la pétrochimie et l'injection plastique.

La production actuelle est d'environ 15 à 20 coulées par semaine pour un maximum autorisé «environ 30 coulées (125 000 tonnes d'acier liquide).

Le site emploie 240 salariés.

Le site est situé dans la zone couverte par le plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération de Saint-Etienne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	AP Complémentaire du 22/06/2021, article 2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêt des activités de production du site implique une consommation en eau pour les usages courants et les opérations de maintenance, sans être en proportion avec les besoins habituels, notamment en matière d'eau brute (Gier).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/06/2021, article 2.1.1					
Thème(s) : Actions nationales 2023, Origine des approvisionnements en eau					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie où aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes:					
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³/an)	Prélèvement maximal mensuel (m³/mois)	Prélèvement maximal journalier (m³/j)	Prélèvement maximal horaire (m³/h)
Réseau public	Réseau communal de Châteauneuf	64 440	-	-	-
Eau de surface	Le Gier de la retenue au ruisseau du Grand Malval (FRDR475)	250 000	25 000	1 000	200*
* soit 55,6 l/s. Ce débit de prélèvement maximal s'applique sous réserve des dispositions de l'article 2.1.2.3- Dispositions relatives au débit réservé, du présent arrêté.					
Constats : Le site est en cours de maintenance ; les activités de production sont à l'arrêt. La consommation en eau brute par la station de pompage est nulle au jour de l'inspection ; les installations de pompage de l'eau du Gier sont en cours de travaux. Les pompes sont ainsi hors de fonctionnement.					
Observations : Les autres points de contrôle de l'actions nationale "sécheresse" n'ont pu alors être passées en revue.					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Sans objet					